

● (1150)

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE MODIFIER LA LOI SUR  
LES BANQUES

**M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap):** Monsieur le Président, à l'occasion d'une circonstance tout à fait particulière, nous demandons aux contribuables canadiens de verser plus de un milliard de dollars pour cautionner un certain nombre de déposants non assurés. Puisque l'argument invoqué par le ministre est valable, le premier ministre va-t-il présenter une mesure s'appliquant à cette situation tout à fait spéciale?

**L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)):** La réponse est non, monsieur le Président.

**M. Riis:** Pourquoi?

**M. Hnatyshyn:** Parce que nous ne voulons pas de loi rétroactive.

**M. Riis:** Qui essayez-vous de protéger?

**M. Young:** Encore des beaux-frères.

**M. le Président:** A l'ordre. La parole est au député de Swift Current-Maple Creek.

\* \* \*

## L'AGRICULTURE

## LA POLITIQUE DE STABILISATION DU GOUVERNEMENT

**M. Geoff Wilson (Swift Current-Maple Creek):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé et concerne la stabilisation des prix des produits agricoles. Ceux d'entre nous qui ont suivi la lente évolution du régime national se sont inquiétés, hier, en lisant dans le *Globe and Mail* l'article annonçant pour bientôt le programme de revenu agricole. Le ministre peut-il confirmer le bien-fondé de cet article?

**L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)):** Monsieur le Président, le fond de cet article est valable, mais il contient des détails tout à fait erronés puisque le ministre de l'Agriculture n'a publié aucun accord. Il est regrettable qu'une nouvelle aussi fautive soit parue dans un quotidien national.

Le ministre a fait parvenir aux provinces un projet d'entente qui incorpore les modalités adoptées par toutes les provinces ayant un programme de stabilisation des prix de la viande rouge, sans porter atteinte, il me semble, aux principes généraux de la stabilisation. Je tiens par ailleurs à signaler que le ministre, remplissant ainsi une promesse électorale, a pris cette initiative dès la première année de notre mandat, alors que l'ancien gouvernement tergiversait depuis dix ans. Il mérite des remerciements et des félicitations.

**Des voix:** Bravo!

## Questions orales

[Français]

## LA SÉCURITÉ SOCIALE

LES ALLOCATIONS FAMILIALES—LA POSITION DU  
GOUVERNEMENT

**M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre.

Hier, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a déposé une motion de clôture pour empêcher l'opposition et la population de dire la vérité sur le projet de loi relatif à la désindexation des allocations familiales.

Le premier ministre peut-il expliquer à la population canadienne pourquoi il est si pressé pour enlever de l'argent aux familles canadiennes et pourquoi il est si lent pour imposer un minimum d'impôt aux personnes riches au Canada qui ne paient pas d'impôt? Le premier ministre peut-il répondre à cette question?

[Traduction]

**L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, je suis heureux que le député ait posé cette question. Hier, le député de Davenport s'est levé pour nous dire qu'il n'avait rien de neuf à dire, puis il a repris une vieille rengaine que nous avons déjà entendue. C'est le genre de débat qui a cours actuellement.

Mais le plus important demeurent des articles parus dans le *Star* de Toronto et la *Gazette* de Montréal qui assurent aujourd'hui que nous sommes sur la bonne voie. Nous prenons de l'argent à ceux qui en ont suffisamment pour le donner à ceux qui en ont le plus besoin. Le député devrait cesser de faire l'autruche et admettre les avantages que les gagne-petit retireront de ce programme. Il devrait donc nous aider à l'améliorer au lieu de s'en tenir au *statu quo* qui, de l'avis général, ne donne pas les résultats escomptés.

**Des voix:** Bravo!

[Français]

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE DE VENIR RENCONTRER  
LES MÈRES DE FAMILLES QUÉBÉCOISES

**M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie):** Monsieur le Président, le ministre de l'injustice sociale du Canada vient de nous en «pousser» une bonne.

Ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre, à la suite d'une réponse, savoir qu'il ne voulait pas rencontrer les familles québécoises. Mercredi prochain, il y aura une réunion avec les mères de familles québécoises à Montréal. Est-ce que le premier ministre va avoir le courage de venir les rencontrer, parce qu'elles veulent faire connaître leur opinion sur la désindexation et sur une perte de 55 millions de dollars?